

Les expulsions de sans-papiers :

Un traumatisme collectif

Hervé GUILLEMAIN

Miguel Benasayag et des militants du Réseau éducation sans frontières étudient les conséquences que les expulsions d'enfants sans papiers ont, par un phénomène d'« effet miroir », sur l'ensemble du corps social. À la fois enquête sociologique et alerte citoyenne, leur action définit une nouvelle manière de militer.

Recensé : Miguel Benasayag, Angélique Del Rey et des militants de RESF, *La Chasse aux enfants. L'effet miroir de l'expulsion des sans-papiers*, La Découverte 2008, 128 p., 10€.

Au moment où éclate au grand jour la situation des travailleurs sans-papiers qui occupent leurs lieux de travail, paraît un petit livre dont le propos porte sur un fait de société récent : l'expulsion des jeunes scolarisés sans-papiers. L'originalité de l'ouvrage repose à la fois sur sa démarche et sur son objet. La première partie du titre est assez trompeuse. Le livre n'est en effet pas destiné à reconstituer l'histoire de la « chasse aux enfants », ni à alimenter la critique idéologique contre les lois visant à restreindre l'immigration, même si on trouve dans ses pages quelques jalons chronologiques toujours utiles pour resituer historiquement l'action en faveur des sans-papiers. L'objet du livre est le fruit d'un déplacement du regard vers ceux

qui, à proximité des individus directement concernés, assistent aux expulsions des sans-papiers et de leurs enfants. Le livre porte aussi, par extension logique – c'est l'hypothèse défendue par les auteurs –, sur les hommes et les femmes qui s'engagent auprès de ces sans-papiers au sein du réseau militant RESF (Réseau éducation sans frontières) né en 2004.

La notion qui permet de faire le lien entre ces deux objets – et qui figure en deuxième partie du titre – est celle d'« effet miroir », qui qualifie les conséquences sur l'ensemble du corps social des expulsions massives de sans-papiers et de leurs enfants. L'autre originalité, c'est celle de la démarche : une enquête de type sociologique et épidémiologique portée par une exigence d'alerte de santé publique. On connaît bien depuis quelques années l'effet des conditions de travail sur le stress, les douleurs ou la souffrance psychique, notamment grâce aux travaux du psychanalyste et psychiatre Christophe Dejours¹. Mais que sait-on de l'impact sur les populations que peuvent avoir les scènes d'interpellations et d'expulsions désormais quotidiennes dans certains quartiers de Paris et des grandes villes ? La démarche part d'une carence dont les causes sont évidemment politiques, mais aussi scientifiques. Il faut ici considérer comme salutaire la tentative d'appropriation des modèles cliniques par des citoyens extérieurs au cercle des experts.

Cette veille citoyenne, soutenue par la formation du groupe RESF-Miroir, émerge dans le milieu « psy ». Le psychanalyste et philosophe Miguel Benasayag, qui est à l'origine du projet d'enquête, est un militant du réseau, bien connu des auditeurs de France-Culture. Militant guévariste, il a été enfermé quatre ans dans les prisons d'Argentine et rejoint les milieux de la gauche alternative dès son arrivée en France en 1978. Il a développé dans ses derniers ouvrages une approche mêlant clinique et politique, critique sociale et psychanalyse². Mais c'est en tant que praticien de la psychothérapie qu'il s'inquiète ici des séquelles psychologiques des expulsions sur les enfants – à partir de la requête d'une enseignante qui envoie trois jeunes Congolais en consultation après l'arrestation musclée de leur mère. L'enquête lancée en mars 2007 au sein du réseau RESF³ a donc une vocation sociologique, qualitative par le biais des témoignages et quantitative par le biais des questionnaires (autour

¹ Christophe Dejours, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Seuil, 1998 ; *Travail, usure mentale*, Bayard, 2008 (dernière édition).

² Voir notamment M. Benasayag et A. Del Rey, *Éloge du conflit*, La Découverte, 2007.

³ La méthode est exposée en page 51. On peut en retrouver les différentes étapes sur le site <http://www.resfmiroir.org/>.

de deux thèmes principaux : la connaissance des expulsions et ses conséquences sur les enfants ; la manière dont les adultes ou les enfants peuvent se sentir concernés par les faits).

Cette vocation a été rapidement contrariée, comme le signalent honnêtement les auteurs. Les limites méthodologiques d'un tel travail sont nombreuses. L'échantillon, relativement mince (200 réponses), n'est pas aussi représentatif que les auteurs pouvaient l'espérer. Les enseignants ont mieux répondu que les parents, surtout lorsqu'ils étaient directement confrontés aux situations les plus dramatiques. Le cercle des professionnels et des parents moins concernés est donc faiblement présent dans le corpus. Pour les mêmes raisons, les réponses sont essentiellement parisiennes et les témoignages concentrés sur quelques quartiers qui, à l'image de Belleville, sont particulièrement touchés par les scènes violentes. Les adolescents engagés qui ont répondu aux questionnaires ne sont guère représentatifs de leur génération. Le reproche méthodologique qui peut être fait à cette étude – absence de représentativité et d'objectivité en raison de la surreprésentation des militants de RESF qui ont été le vecteur du questionnaire – n'est en réalité pas fondamental puisqu'il est lié à l'objet d'étude même : l'engagement auprès des sans-papiers au contact des situations d'exclusion les plus traumatisantes. Le projet d'alerte de santé publique s'est ainsi transformé, en raison de son objet, en un ouvrage tout aussi utile, dont l'intérêt dépasse l'ambition initiale et dont la qualité provient de l'alternance entre témoignages et apport scientifique, selon une formule éternée avec succès chez ce même éditeur⁴.

L'émergence du traumatisme

Comme l'explique un témoignage cité dans le livre, la peur n'a pas attendu les dernières années pour se répandre dans les familles dépourvues de papiers. Cela étant, par-delà les actions répétées des collectifs depuis l'occupation de l'église Saint-Ambroise en 1996, les familles sans papiers n'étaient pas jusqu'à une date récente identifiées en tant que telles dans leur quartier. Les effets sur les habitants qui les côtoient quotidiennement étaient donc moins apparents. Les choses changent à partir de 2004. Des jeunes scolarisés dans les lycées sont voués à leur majorité à être expulsés. Ils ont migré seuls ou sont arrivés sur le territoire français après l'âge de treize ans pour rejoindre leur famille sans possibilité de bénéficier d'un regroupement familial. Ces cas surgissent dans l'actualité à l'été 2004 et se multiplient dans les mois qui suivent. Après une suspension des expulsions des familles qui

⁴ Voir notamment Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard, *La France invisible*, La Découverte, 2006.

ont des enfants scolarisés, en octobre 2005 (maintenue durant l'été suivant grâce à la mobilisation du réseau RESF), le ministère de l'Intérieur change de stratégie. En 2006, la résolution de ces affaires médiatisées par une circulaire *a priori* favorable à la régularisation va induire par contrecoup une montée en puissance du dispositif d'expulsion des familles « recalées »⁵. De l'application comptable et incohérente sur le territoire de cette circulaire découle l'impression d'un basculement pour les témoins : « Tout a changé en 2006 », explique une habitante de Belleville.

Le traumatisme naît dès l'instant où la machine institutionnelle d'exclusion devient plus efficace, évacuant ainsi ce que certains nomment la « question humaine ». Les expulsions sont quantifiées et programmées (25 000 escomptées en 2007, 26 000 en 2008). Or, selon les propres chiffres du ministère de l'Intérieur, une seule expulsion suppose cinq interpellations (125 000 donc pour 25 000 expulsions prévues). Le terme de « chasse » prend son sens à l'instant où la police est sommée de « faire du chiffre ». On ne se contente plus d'expulser par avion les sans-papiers condamnés ou pris au hasard, mais on va les chercher où ils sont, à domicile, dans les quartiers où ils vivent, à l'entrée des bouches de métro qu'ils fréquentent. Des opérations régulières de réquisitions officielles étendues sur une partie de la journée et d'un quartier s'apparentent à des « rafles »⁶. Il faut remplir les camions pour atteindre les quotas. La délation est encouragée dans les services publics et les convocations dans les administrations sont devenues un moyen d'attirer les individus pour les piéger. Des centres de rétention (une trentaine de centres et de locaux en métropole et outremer) banalisent l'enfermement dans des conditions qui suscitent la révolte des internés et les critiques de la CIMADE, seule association autorisée à pénétrer en ces lieux. En quelques années, on assiste ainsi à une « industrialisation du dispositif d'éloignement des étrangers en situation irrégulière »⁷, largement encouragée au niveau européen dans un projet de directive actuellement débattu⁸.

⁵ La circulaire du 13 juin 2006 est disponible à cette adresse : http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_votre_service/lois_decrets_et_circulaires/2006/intk0600058c/downloadFile/file/INTK0600058C.pdf

⁶ L'emploi du mot rafle à propos de ce type d'opérations de police a été l'objet d'un débat assez vif dans la presse française en octobre 2007. Voir notamment le contre journal de Libération : http://contrejournal.blogs.liberation.fr/mon_weblog/files/image_4.png.

⁷ Cimade, *Centres et locaux de rétention administrative*, rapport 2007, p. 3. Voir le rapport de la Cimade : http://www.cimade.org/assets/0000/0645/Rapport_Cimade_retention.pdf

⁸ Sur le projet de directive européenne : <http://www.cimade.org/nouvelles/771-Contre-la-generalisation-de-l-enfermement-des-migrants-en-Europe>

Les conditions du traumatisme sont réunies. Peut-on encore parler de « faits divers » face à la multiplication des défenestrations et des suicides ? La « banalisation de l'indignité » s'étend : la mort de Baba Traoré en avril 2008 n'a ainsi guère mobilisé les médias. L'extension de l'emprise policière concerne désormais les jeunes et le milieu scolaire. Les témoignages reproduits dans l'ouvrage évoquent ces lycéens et collégiens arrêtés dans leurs classes, ces enfants en âge de fréquenter l'école primaire sortis du centre de loisirs, ces jeunes enfants scolarisés en maternelle placés en rétention avec leur famille, ce bébé d'un mois lui aussi placé en rétention. Les témoignages sont confirmés par la statistique froide dressée par la CIMADE dans son rapport sur les centres de rétention : 242 enfants ont été placés en centre de rétention en 2007.

Les différents cercles touchés par l'« effet miroir »

Comment rendre compte de l'effet de ces événements sur les populations et quel sens leur donner ? Les auteurs ne renvoient pas le lecteur à une vision simpliste de l'opposition entre un bourreau et une victime ou à une explication univoque du traumatisme. Cette attention à la situation et à sa complexité fait l'intérêt de cette hypothèse de l'« effet miroir » que l'on peut décrire selon trois cercles : celui des enfants, celui des enseignants, celui des parents. On lira avec attention le récit des enfants dont les parents sont expulsés ou qui se trouvent en centre de rétention, mais l'essentiel du propos du livre est ailleurs, dans la réception (ou non) de cette souffrance par les autres.

Comment des élèves d'une classe d'école, de collège ou de lycée pourraient-ils élaborer psychologiquement sans problème le fait qu'un ou une de leurs camarades soit menacé(e) d'être expulsé(e) de France ou soit obligé(e) de se cacher en raison du seul délit d'exister ? Comment pourraient-ils admettre de telles agressions en provenance d'une institution qui doit théoriquement protéger – la police – dans un lieu théoriquement sanctuarisé – l'école ? Pour les jeunes enfants, la séparation des autres est, on le sait, progressive et le développement du soi autonome passe par des phases de projections sur les autres enfants. Ce processus d'identification projective, qui correspond à une manifestation empathique normale plus qu'à un phénomène pathologique (tel que Mélanie Klein l'a mis en évidence⁹), trouve aussi son fondement, selon les auteurs, dans ce que les neurophysiologistes nomment « les neurones miroirs [qui] désignent le mécanisme par lequel les mêmes zones du

⁹ Mélanie Klein, « Notes on some Schizoid Mechanisms », *International journal of psychoanalysis*, 27, 1946, p. 99-110.

cortex et du cerveau sont activées lorsque nous réalisons un acte et lorsque nous regardons un autre le réaliser ».

L'exemple de la cour d'école est assez parlant. Tout parent sait en effet de quelle manière les enfants transforment ce lieu en un monde illusoire commun au sein duquel se déroulent des expérimentations diverses qui participent au développement de l'enfant. Elle est un lieu construit par des identifications mutuelles. Or, comme la cour d'école, le corps social est une entité à propos de laquelle les enfants ne distinguent pas nettement les membres. Lorsque des violences se produisent dans leur quartier, le témoin se projette aisément sur la victime directe. Dans un espace théoriquement protégé, la menace pesant sur un enfant sans-papiers, pèse donc par « effet miroir » sur tous les enfants, quel que soit leur statut. Certes, tous les enfants ne réagiront pas de la même façon, et les auteurs rappellent que la réaction peut varier infiniment de l'un à l'autre, du plaisir à la terreur pathologique. Mais les témoignages recueillis, qui ne peuvent faire état que d'une maigre part des conséquences psychologiques des expulsions, montrent un effet réel sur certains enfants. Après l'épisode de la tentative d'arrestation aux abords de la maternelle de la rue Rampal à Paris en mars 2007, les enfants de l'école ont vécu un moment de tension extrême décrit dans les témoignages reproduits dans le livre. Dans les semaines qui suivent les faits, Julie (8 ans) et son amie produisent des papiers pour chaque élève d'une classe imaginaire dont elles sont les maîtresses. Une autre enfant, touchée par les gaz lacrymogènes, « croyait que c'était la guerre ». Choquée (au sens du « *shellshock* », terme utilisé par les médecins du premier conflit mondial, qui désigne les troubles nerveux et psychiques consécutifs aux traumatismes de guerre), elle présente un mois plus tard des crises de convulsions violentes de nature épileptique. Les auteurs ne concluent en rien sur la relation directe entre les faits et la pathologie, mais il n'est pas impensable, comme le témoignage le souligne, que les violences aient pu réveiller des souvenirs inconscients, l'enfant ayant des grands-parents nés hors de France qu'elle estime menacés aussi.

Une des qualités du livre réside notamment dans cette façon qu'il a de préserver la complexité de la situation, particulièrement lorsqu'il aborde la question épineuse du rapprochement historique entre cette chasse aux enfants et celle qui eut lieu durant l'Occupation. Le livre ne pouvait occulter cette dimension historique tant les témoignages semblent y faire fréquemment référence. Mais, outre l'affirmation légitime du mot « rafle » pour désigner les opérations d'interpellations de sans-papiers, on ne trouvera pas dans ce livre

de comparatisme historique – si ce n'est à travers le témoignage de Jean, adulte, autrefois lycéen dans un établissement du quartier du Marais sous l'Occupation, qui permet de comprendre comment l'« effet miroir » a joué sur l'adolescent. Constatant la manière dont, de jour en jour, sa classe se vidait de ses élèves juifs, l'adolescent au nom tchèque craignait pour son propre avenir, s'enfermant dans un sentiment de culpabilité et d'impuissance.

Ce type de situations ne joue pas seulement sur les enfants. Dans une école peu concernée par la question, on adapte tout de même les pratiques face à la menace potentielle. Si la police ne peut venir chercher les élèves dans l'école sans l'accord de l'inspecteur d'académie, la priorité est de préserver l'enfant dans l'école, de lui éviter les sorties, de préférer le fondre à d'autres classes. Les parents des quartiers ne sont plus indifférents à la présence policière et deviennent craintifs. Les auteurs avancent finalement plusieurs questionnements. La population peut-elle s'habituer à ce type d'évolution par un refoulement actif lourd de conséquences ? Les enfants de ces établissements subissent-ils une forme d'éducation à la passivité destinée à les « vacciner » progressivement contre tout désir de réaction ? C'est précisément contre cette tendance que le livre est écrit.

Une forme du nouveau militantisme

Un des mérites de ce livre est d'évoquer, à travers cette notion d'« effet miroir », l'émergence d'une nouvelle forme de militance qui dépend directement de son objet. Il offre aussi une grille de lecture originale qui propose une forme de conciliation entre l'interprétation psychanalytique et l'action politique, cette dernière étant souvent passée au crible du narcissisme dans les milieux « psy ». Les auteurs interrogent donc le caractère existentiel de l'engagement dans le réseau à partir d'une déclaration de principe critique : « Les idées qui motivent l'engagement doivent être systématiquement mises à l'épreuve de la complexité et des faits. »

Pourquoi est-on solidaire ? Par narcissisme, en raison de la sensation de puissance que donne le passage du citoyen spectateur au citoyen acteur, ou bien est-on solidaire en raison de la réalité du lien social et de sa dislocation ? Les auteurs tentent de combiner, grâce à la notion d'« effet miroir », le souci de soi et celui des autres : « Il ne s'agit pas de se centrer sur l'autre comme si notre égoïsme lui payait un impôt ; il s'agit de quelque chose de plus existentiel, de plus diffus que ce qui est en cause dans la militance classique. » Impliquée comme parent d'élève, Pia vient au réseau au moment de la création d'un comité pour soutenir une famille

chinoise dont un des enfants est l'ami de son fils scolarisé en primaire. Le réveil citoyen s'opère ici par proximité et l'apprentissage politique est associé à une impression de « faire partie d'un truc » dont il est ensuite difficile de se départir. L'engagement est, pour reprendre une expression des auteurs, une forme d'« assomption », une prise en charge de l'intimité des familles dont on doit connaître la situation exacte jusque dans son aspect médical pour la défendre devant les administrations. La dimension fusionnelle que prend parfois cette assomption – il arrive que des enfants des familles sans papiers partent en vacances avec des familles du réseau – est un trait de la veille permanente rendue nécessaire par une menace elle aussi permanente. Face à des actes qui disloquent le lien social formé dans les écoles, le réseau reconstitue des liens sociaux. Les membres du réseau peuvent d'ailleurs souffrir de la disparition temporaire de ces liens, ce qui les pousse à s'investir davantage, comme le montrent quelques textes recueillis. Le réseau peut apparaître aussi comme une forme d'aide, de soulagement, de béquille face au déséquilibre émotionnel provoqué par les arrestations.

L'« effet miroir » n'est en fait pas le seul facteur qui permet d'analyser l'émergence d'un réseau de cette nature. Il faut replacer RESF dans une perspective plus longue de transformation de l'action politique dans le sillage du mouvement social de 1995 et de 2003 (contre la réforme Fillon sur les régimes de retraite). En effet, les enseignants qui forment les principaux bataillons du réseau sortent alors d'un conflit historique qui les a conduits à la défaite. Il n'est pas impensable qu'un tel réseau soit notamment le fruit d'une réorientation de l'action d'une partie des enseignants militants. Cependant, il faut clairement distinguer l'action de RESF de l'altermondialisme qui est de quelques années son aîné, puisqu'il s'agit pour les membres du réseau de « résister à une forme de société sans s'abriter derrière la promesse d'en changer ». RESF ne dit rien du monde, mais engage une lutte minoritaire concrète portant sur un secteur particulier de la population (comme d'autres le font pour les mal logés, les stagiaires, etc.), une lutte qui, « en ne parlant pas de tout le monde, parle à tout le monde ».

De manière plus générale, le livre permet de relier l'action des membres de RESF aux nouvelles formes de militantisme issues du siècle qui s'ouvre, autour de quelques points communs. Privilégier le « faire », l'action, en assurant une veille quotidienne, en étant présent aux tribunaux, en rédigeant des dossiers. Faire accéder le citoyen à l'expertise en prenant

connaissance du droit et en le diffusant auprès des personnes concernées¹⁰. Privilégier l'échelon local à travers des collectifs, des mobilisations de quartiers et d'écoles, l'échelon national du réseau ne se transformant pas en comité centralisateur, car il est tout au plus un lieu de diffusion des outils de lutte. L'action locale permet d'ailleurs d'incarner au mieux les luttes puisqu'il s'agit ici ou là de défendre le copain de classe de son enfant, de pétitionner pour la libération de pères et de mères que l'on connaît etc. Ce mode d'organisation horizontale, renforcée par l'utilisation d'Internet, est aussi un gage d'indépendance par rapport aux autres organisations et de préservation de la diversité idéologique de ses membres.

La *Chasse aux enfants* est donc un petit livre fragile dont l'objectif initial a été partiellement détourné. Mais la richesse des témoignages pallie les carences de l'enquête sociologique et l'essai apporte, à partir de la notion d'« effet miroir », des éclairages sur les ressorts d'un certain renouveau militant et sur les conséquences ignorées de la politique la plus *répressive* en matière d'immigration.

Pour aller plus loin :

- Bibliographie et entretien avec Miguel Benasayag :
<http://lexnews.free.fr/philosophie.htm#benasayag>

- L'activité du réseau RESF :
<http://www.educationsansfrontieres.org/>

- Le rapport de la CIMADE :
http://www.cimade.org/assets/0000/0645/Rapport_Cimade_retention.pdf

Texte paru dans **laviedesidees.fr**, le 4 juin 2008

© **laviedesidees.fr**

¹⁰ RESF commence son action par l'édition d'un guide *Jeunes scolarisés sans papiers : régularisation mode d'emploi*, 2007 : <http://www.educationsansfrontieres.org/?article20#download>).